Entretien R & A

OUI AU SOCIALISME !

1) *Le PS est-il selon vous un authentique mouvement socialiste ?*

Poser la question, c'est y répondre. Qu'un dirigeant du PS, en l'occurrence Dominique Strauss-Kahn, ait pu être appelé à la direction du Fonds monétaire international (FMI) pour y mettre en œuvre la même politique que pratique aujourd'hui Christine Lagarde est déjà tout un symbole. Le mot « socialisme » désignait chez Pierre Leroux l'entraide ouvrière. Il est difficile d'utiliser le même mot pour qualifier les turlupinades de François Hollande, Harlem Désir, Jack Lang, Julien Dray ou Jérôme Cahuzac. Le socialisme est par définition incompatible avec l'exploitation capitaliste et avec la logique du marché auxquelles le PS s'est rallié depuis au moins trente ans. Comme le dit Jean-Claude Michéa, « la gauche et la droite s'accordent aujourd'hui pour considérer l'économie capitaliste comme l'horizon indépassable de notre temps ». Le "mariage pour tous", la légalisation du cannabis et la construction d'une Europe essentiellement marchande ne sont évidemment pas des objectifs socialistes, mais des objectifs libéraux. Quant à Hollande, il s'est soumis dès son élection aux injonctions de la finance de marché qu'il avait pourtant promis de combattre. Le PS est aujourd'hui un parti de technocrates, de fonctionnaires et de bobos, qui s'est totalement coupé du peuple. Dénoncer les « socialistes au pouvoir », comme ne cessent de le faire la droite et l'extrême droite, montre que l'on n'a pas la moindre idée de ce qu'est le socialisme. Quant au PC, il est devenu un parti social-démocrate, qui a même eu récemment l'impudeur d'abandonner le vieux symbole de l'alliance entre ouvriers et paysans qu'étaient la faucille et le marteau !

2) *Comment expliquez-vous le ralliement de la majeure partie de la gauche française au capital ?*

Dans son dernier livre, Jean-Claude Michéa l'explique très bien. Ce qu'on appelle la « gauche » est née en France, à l'époque de l'affaire Dreyfus, de deux courants totalement différents : une aspiration à la justice sociale portée par le mouvement ouvrier et une philosophie du progrès héritée des Lumières, que Sorel a justement défini comme fondamentalement bourgeoise. La gauche s'étant coupée du peuple, elle a du même coup rompu avec le socialisme ouvrier et prolétarien. Il lui reste la métaphysique du progrès, qu'elle partage avec la droite libérale. Dans ces conditions, le libéralisme « sociétal » de la gauche rejoint tout naturellement le libéralisme économique de la droite. Michéa a bien montré aussi que le socialisme originel, s'il s'opposait bien entendu aux hiérarchies d'Ancien Régime, n'entendait nullement abolir les solidarités organiques traditionnelles ni s'attaquer aux fondements communautaires du lien social. Il affirmait au contraire hautement son désir d'enraciner le vivre-ensemble dans des solidarités héritées du passé, et contestait non moins hautement l'idée libérale selon laquelle le marché, la logique de l'intérêt et le droit procédural

suffiraient à faire tenir ensemble une société. Etre de gauche, désormais, c'est adhérer à la logique de l'antiracisme et de la « lutte-contre-toutes-les-discriminations » pour masquer le fait que l'on a cessé d'être anticapitaliste. Si Michéa a pu annoncer récemment sa décision de rompre avec la gauche, ce n'est pas qu'il est devenu antisocialiste. C'est au contraire parce qu'il est socialiste qu'il ne peut plus se reconnaître dans ce que la gauche est devenue.

3) *Qui est encore socialiste en France selon l'idée que vous vous faites de cette idéologie ?*

Dans le champ politique, pas grand monde. On peut évidemment en trouver des échos dans certains propos de Jean-Luc Mélanchon ou de Nathalie Arnaud, comme dans quelques secteurs de l'ultra-gauche. Mais c'est surtout chez certains observateurs ou théoriciens que l'on trouve encore une adhésion réelle aux idéaux socialistes. Je pense encore une fois à Michéa, mais aussi à des néomarxistes critiques comme André Tosel ou Denis Collin en France, Costanzo Preve en Italie, Robert Kurz en Allemagne, qui ont compris que le socialisme aspire au *Gemeinwesen*, qui relève de l'être (en l'occurrence de l'être-ensemble), là où le capitalisme relève exclusivement de la logique marchande, c'est-à-dire de la logique de l'avoir. Ils ont aussi compris que la crise actuelle ne s'explique pas seulement par la spéculation, mais qu'elle est d'abord une crise du mode de production capitaliste, c'est-à-dire à la fois à une crise profonde du travail et une crise de la valorisation du capital.

4) *Quelle définition donneriez-vous aujourd'hui du socialisme, de « nôtre » socialisme ?*

Pour être franc, je ne sais pas très bien quel est le « nous » qui inspirerait ce « nôtre ». Je parlerai donc du socialisme tout court. Comme vous n'attendez sans doute pas de moi que je vous en donne une définition doctrinale exhaustive, je ne retiendrai que quelques éléments. Le socialisme est d'abord une doctrine qui pose que le social vient en premier (le social, et non pas l'économique auquel on l'associe trop souvent). C'est donc un holisme, et non un individualisme. La notion-clé à laquelle il se réfère est celle de *commun*. Le socialisme, c'est la cause du peuple (au sens politique de ce terme). Il fait donc passer le peuple avant les élites, le travail avant les profits. De ce seul fait, il présuppose la démocratie, entendue comme souveraineté du peuple et possibilité donnée à tous les citoyens de participer aux affaires publiques. Enfin, par opposition au capitalisme, qui implique la mobilité, la flexibilité et le déracinement, mettant ainsi en place un système d'« atomisation du monde » (Engels) où tous les liens se dissolvent dans la guerre de tous contre tous qui caractérise l'univers de la concurrence absolue, tout vrai socialisme est au contraire enraciné.

Personnellement, dans l'histoire du socialisme, je retiendrai trois noms principaux : Karl Marx, Marcel Mauss et Georges Sorel. Marx a écrit beaucoup de choses contestables, mais il a été le premier à élucider l'essence même de la Forme-Capital : sa tendance à l'illimitation et à la suraccumulation, qui entraîne le fétichisme de la marchandise et la réification des rapports sociaux. Mauss a su, face à l'échange marchand, redonner ses lettres de noblesse au système du don et du contre-don. Sorel, théoricien du syndicalisme révolutionnaire, a montré que la classe ouvrière ne peut compter que sur ses propres forces, et qu'elle doit se tenir à l'écart du jeu parlementaire et des partis.

5) *En quoi le socialisme peut-il une véritable alternative à la mondialisation libérale ?*

Précisément parce qu'il contredit à angle droit tous les postulats fondateur de l'idéologie libérale.

6) *Dans le contexte d'une économie mondialisée, serait-il viable à l'échelle nationale ou plutôt à l'échelle européenne ?*

Il peut être viable à tous les niveaux, mais il est clair, compte tenu de l'interpénétration planétaire des circuits économiques et des réseaux financiers, qu'il le sera d'autant plus qu'il pourra s'instaurer à une plus large échelle. Une Europe-puissance fondée sur des principes socialistes constituerait déjà un pôle de régulation appréciable par rapport à la globalisation actuelle.

7) *En quoi un retour volontariste de l'Etat dans la sphère de l'économique et du social peut-il contrarier aujourd'hui le grand capital ? Dans quels domaines devrait-il obligatoirement reprendre la main ?*

Ne mettez pas l'économique et le social dans la même catégorie. L'Etat, aujourd'hui, n'est plus producteur de social. Une socialité vraie, de nature à remédier à la dé-liaison sociale, ne peut renaître qu'à la base, dans une perspective qui est d'abord locale. Bien entendu, l'Etat doit reprendre la main dans les domaines régaliens, mais il doit avant tout se donner les moyens de combattre l'emprise des marchés financiers, qui n'a cessé de s'accentuer depuis trente ans. Cela dit, l'Etat n'est pas forcément la panacée. Vous savez que Nietzsche n'y voyait qu'un « monstre froid ». C'était aussi l'opinion de Sorel et de son plus fidèle disciple, Edouard Berth, dont je viens de publier la biographie. Le syndicalisme révolutionnaire, écrit Berth, « est anti-étatique autant et plus encore qu'anti-patronal, parce qu'il voit dans l'État la "forme quintessenciée du capitalisme", l'exploitation bourgeoise portée à son maximum […] Les syndicalistes ne veulent plus d'État ; ils veulent sa résorption dans les organisations ouvrières […] Le parlementarisme socialiste, si souple et muable soit-il, ne pourra jamais donner que du socialisme d'État, et le syndicalisme révolutionnaire est précisément la réaction vigoureuse de la classe ouvrière contre le socialisme d'État ».

8) *Comment remettre au pas la Banque ?*

Les banques peuvent toujours été nationalisées. Mais les gens de droite qui s'en prennent aux méchants banquiers (les « banksters »), ou bien encore aux « deux cent familles », à la « haute finance », voire aux « Rothschild », montrent par là qu'ils n'ont rien compris à la nature du mode de production capitaliste. Ils s'en tiennent à une propagande poujadiste qui se borne à dénoncer les « gros », comme si les « petits » ne faisaient pas partie du système et ne recherchaient pas le profit comme les autres. Qu'est-ce que la logique du profit ? C'est la logique de la valorisation toujours croissante du capital. Autrement dit, faire avec de l'argent toujours plus d'argent. C'est pourquoi le capitalisme exige la marchandisation généralisée (du travail, de la terre, de l'art, de la culture, de la santé, des corps, des organes, etc.) et la circulation généralisée de toute marchandise. Depuis l'ère Reagan-Thatcher, l'économie mondiale s'est presque complètement financiarisée. Elle repose de plus en plus sur la spéculation et le crédit, c'est-à-dire sur ce que Marx appelait le « capital fictif ». Pourquoi ? Tout simplement parce qu'en raison de la crise de valorisation du capital, l'économie réelle n'offre plus de possibilité suffisante d'investissements. Le capital se rabat donc sur les marchés financiers, ce qui se traduit par le gonflement de la spéculation et du crédit, et donc par un écart toujours plus grand entre la valeur capitalisable et la richesse matérielle produite. C'est cette suraccumulation accélérée du capital qui entraîne la concentration de la richesse à un pôle et celle de la misère à l'autre pôle.

9) *Pour instaurer un socialisme enraciné, de manière pragmatique ne faudrait-il pas envisager une sortie rapide de l'Union européenne, qui n'est que la traduction juridique en Europe de la haute finance ?*

Je crois malheureusement que cela ne résoudrait aucun problème. Le retour en arrière que proposent les souverainistes laisserait les Etats nationaux tout aussi désarmés, sinon plus, face à l'emprise de la finance de marché.

10) *Le débat entre nationalisations et privatisations est-il désuet selon vous ?*

Il ne l'est nullement. Si les Etats qui se sont massivement endettés pour sauver les banques menacées par la crise de 2008 avaient subordonné leur aide à des mesures de nationalisation, ils s'en seraient mieux trouvés. Ils s'en trouveraient encore mieux aujourd'hui s'ils revenaient sur le principe de l'indépendance des banques centrales, qui les a placés sous la coupe des agences de notation et du secteur privé, et retrouvaient la possibilité d'emprunter directement auprès de leurs banques nationales aux conditions qui existaient avant 1973. Néanmoins, il ne faut pas tomber non plus dans le fétichisme de la nationalisation. Elle s'impose parfois, mais ne constitue pas une solution-miracle.

11) *Dans votre esprit, y a-t-il encore de la place pour le profit et la libre initiative ?*

Oui, bien sûr. Ce que je conteste, c'est seulement que le modèle du marché soit devenu le modèle paradigmatique de tous les faits sociaux. Il y a une grande différence entre une société *de* marché et une société *avec* marché. Le secteur privé doit être maintenu, mais il doit coexister avec un secteur public puissant, et aussi avec un tiers-secteur correspondant à des phénomènes aussi différents que les activités associatives, les entreprises coopératives, la mutuellisation de l'entraide, les systèmes d'échange locaux, etc.

12) *Seriez-vous pour une cogestion paritaire des entreprises entre le patron et les salariés ?*

Pourquoi pas ? Mais ce n'est qu'une demi-mesure. Là encore, c'est le système général de production qui doit être entièrement revu. Le seul intérêt que présentent du point de vue de la Forme-Capital les produits mis sur le marché, c'est leur valeur d'échange, c'est-à-dire qu'on puisse les échanger contre une somme d'argent qu'il est ensuite possible de réinvestir. Autrement dit, le but du système capitaliste n'est pas de produire des valeurs d'usage, mais des valeurs d'échange. « Les marchandises ne sont pas fabriquées en fonction de leur utilité réelle, mais uniquement afin d'être vendues » (John Ruskin). A quoi s'ajoute l'obsolescence programmée des produits. C'est là que se situe le vrai problème.

13) *Que répondre à ceux du courant national-identitaire qui affirment encore que l'Etat est un ennemi, et que le privé et le marché font toujours mieux et moins cher ?*

D'abord que ce n'est tout simplement pas vrai. Les privatisations massives intervenues en Grande-Bretagne à l'époque de Margaret Thatcher se sont souvent révélées catastrophiques. Aux Etats-Unis, où le réseau de chemin de fer est entièrement aux mains du privé, personne n'a su mettre en place quelque chose de comparable au TGV. On pourrait multiplier les exemples. « Faire moins cher », par ailleurs, n'a aucun sens si l'on ne tient pas compte des autres critères d'appréciation. De quoi ce « moins cher » est-il payé dans d'autres domaines, notamment dans le domaine de la sécurité et, d'une façon plus générale, de la qualité ? La même question se pose quand on parle d'une « plus grande efficacité », comme si l'efficacité

était une fin en soi, indépendante des coûts marginaux correspondant aux externalités négatives. Mais encore une fois, l'alternative n'est pas toujours entre l'Etat et le privé.

14) *Comment exiger du patronat de rémunérer correctement leurs salariés, de leur assurer des conditions de travail dignes et les obliger à mettre en place une nécessaire justice sociale ?*

On ne moralise pas un système qui, par définition, est indifférent à toute considération morale. On peut toujours, bien entendu, imposer des règles plus contraignantes que d'autres, mais ce faisant on ne fera qu'aménager le système. De ce point de vue, il est tout aussi ridicule d'opposer un bon capitalisme industriel, national et enraciné, à un capitalisme « apatride », purement spéculatif et financier. C'est l'essence même du capitalisme que d'œuvrer à la disparition des frontières, à la mobilité accélérée des choses et des hommes, à la suraccumulation des bénéfices. Le fond de la Forme-Capital, c'est la fuite en avant dans le toujours plus. C'est en cela qu'elle est assimilable à ce que Heidegger appelle le *Gestell*, c'est-à-dire le dispositif d'arraisonnement planétaire fondé sur la logique du marché, la pensée utilitaire et l'axiomatique de l'intérêt.

Les régimes autoritaires des années 1930, à commencer par les fascismes, ont généralement recouru à la mystique nationale pour résoudre les antagonismes de classes. Tandis que le communisme soviétique n'a jamais été qu'un capitalisme d'Etat, les fascismes ont communié dans l'idée d'un « dépassement » ou d'une « réconciliation » des classes sociales. En mettant en œuvre plus de « justice sociale », ils espéraient faire prendre conscience aux travailleurs et aux patrons qu'ils appartenaient à la même communauté nationale, celle-ci étant perçue comme de nature à dissiper les antagonismes sociaux. C'est précisément cette illusion que n'a cessé de dénoncer Georges Sorel. Les syndicalistes révolutionnaires considéraient eux aussi qu'il n'y avait rien de pire que de laisser entendre aux travailleurs que leurs intérêts pourraient coïncider avec ceux des patrons, pourvu que ces derniers se voient imposer de ne pas aller trop loin en matière d'exploitation de la force de travail et d'extraction de la plus-value. Toute politique de « paix sociale » fondée sur l'intérêt « national » est une mystification. C'est aussi la raison pour laquelle en 1914 Sorel a refusé l'« Union sacrée ».

15) *La lutte des classes a-t-elle encore une résonance aujourd'hui ?*

Elle en a d'autant plus qu'un peu partout dans le monde depuis vingt ans, la part des salaires dans le PIB n'a jamais été aussi faible, tandis la part des profits n'a jamais été aussi haute, ce qui revient à dire que l'écart entre les plus riches et les plus pauvres ne cesse de se creuser. La lutte des classes qui oppose les producteurs et la finance de marché est donc plus présente que jamais : comme le dit très justement Robert Kurz, la dévalorisation de la valeur a même déjà abouti à une « économie de guerre sans guerre ». Les classes sociales représentent la polarisation sociale et historique de la contradiction existant entre le capital et les couches populaires. En ce sens, les classes et la lutte des classes ne préexistent pas l'une à l'autre : elles sont données simultanément. Le problème, c'est qu'aujourd'hui la conscience de classe, qui implique celle du rapport de classes, est plus présente chez les exploiteurs que chez les exploités. Warren Buffet, troisième fortune mondiale, déclarait ainsi le 25 mai 2005 sur CNN : « La guerre des classes existe, c'est un fait, mais c'est la mienne, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la remporter » !

Mais ce serait une erreur de ne définir les classes que comme des ensembles d'individus regroupés par un intérêt matériel commun. La lutte des classes, soulignait Edouard Berth, n'est pas la révolte des pauvres contre les riches, comme l'imaginait Blanqui, mais bien, comme l'a montré Marx, la révolte des producteurs contre le système capitaliste. Elle n'oppose pas seulement des groupes d'intérêts divergents, mais aussi des types humains opposés (c'est aussi pour cette raison qu'il ne saurait y avoir d'intérêts communs entre eux).

Le grand clivage social actuel est celui qui oppose des classes populaires encore « territorialisées », dont le mode de vie et de sociabilité se limite en général à un périmètre restreint, à une Nouvelle Classe globalisée, engendrée elle-même par un néocapitalisme financiarisé et de plus en plus déterritorialisé. Cette Nouvelle Classe s'est formée sous l'effet d'une intensification des mobilités dans un climat marqué par la déréglementation des marchés et des innovations technologiques rétrécissant l'espace et le temps. A partir des années 1980, on assiste à un phénomène de « transnationalisation » des élites, qui deviennent adeptes du nomadisme, tout en continuant à vivre dans une forme quasi-incestueuse d'entre-soi. L'annulation des distances spatio-temporelles, qui marque leur indépendance vis-à-vis des obstacles physiques, consacre leurs nouvelles possibilités d'agir à distance en se ménageant une sécurité de type extraterritoriale. Face à elle, la frustration des classes populaires, et celle des classes moyennes menacées de déclassement, peut de toute évidence devenir le moteur d'une nouvelle lutte des classes.

16) *Comment combiner socialisme et décroissance ?*

Le capitalisme voit dans la croissance économique du capital la base matérielle indispensable de la marche en avant de l'humanité. La décroissance n'est ni la « croissance négative », ni le retour en arrière, ni l'austérité généralisée. C'est la remise en question, à la lumière d'un simple constat (les ressources naturelles ne sont ni gratuites ni inépuisables, une croissance matérielle infinie est impossible dans un espace fini), d'un mode de vie quotidien fondé sur l'unique nécessité de « produire pour produire et d'accumuler pour accumuler » (Karl Marx), c'est-à-dire sur l'idée que « plus » est toujours synonyme de « mieux ».

17) *Comment faire triompher un véritable socialisme révolutionnaire au XXIe siècle ?*

Il n'y a pas de recette, sinon on le saurait depuis longtemps. Ce que l'on peut constater, dans l'immédiat, c'est que le capitalisme se détruit très bien lui-même. La détermination essentielle en régime capitaliste est la valeur. Or, la socialisation négative par la valeur rencontre aujourd'hui ses limites historiques, car le capitalisme, en même temps qu'il tire sa substance du travail humain, implique par son développement même une réduction des coûts, par augmentation de la productivité, qui détruit le travail humain. C'est la raison pour laquelle de plus en plus d'hommes deviennent « superflus » dans un système où, dans le même temps, le volume de marchandises ne cesse de s'accroître. Le problème est alors de savoir comment les biens produits pourront être achetés par ces hommes « superflus » dont le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer. Il y a évidemment là une contradiction fondamentale : d'un côté, la force de travail est indispensable au processus de production, de l'autre, en raison des gains de productivité qui s'accroissent régulièrement, cette force de travail intervient de façon toujours moindre dans le système de production. C'est sous l'effet de cette contradiction systémique que le système capitaliste s'autodétruit sous nos yeux : la valorisation devient de plus en plus dépendante du crédit comme anticipation d'une survaleur future qui ne pourra se réaliser parce que l'augmentation de la productivité vide la valeur de sa substance. Pour l'heure, le système se borne à retarder l'effondrement par le moyen de la planche à billets, ce qui ne

pourra se faire indéfiniment. Lorsque le capital ne produit plus assez de valeur pour reproduire l'ensemble de la société, ce qui est le cas aujourd'hui, c'est l'ensemble de la société qui est appelée à se révolter.